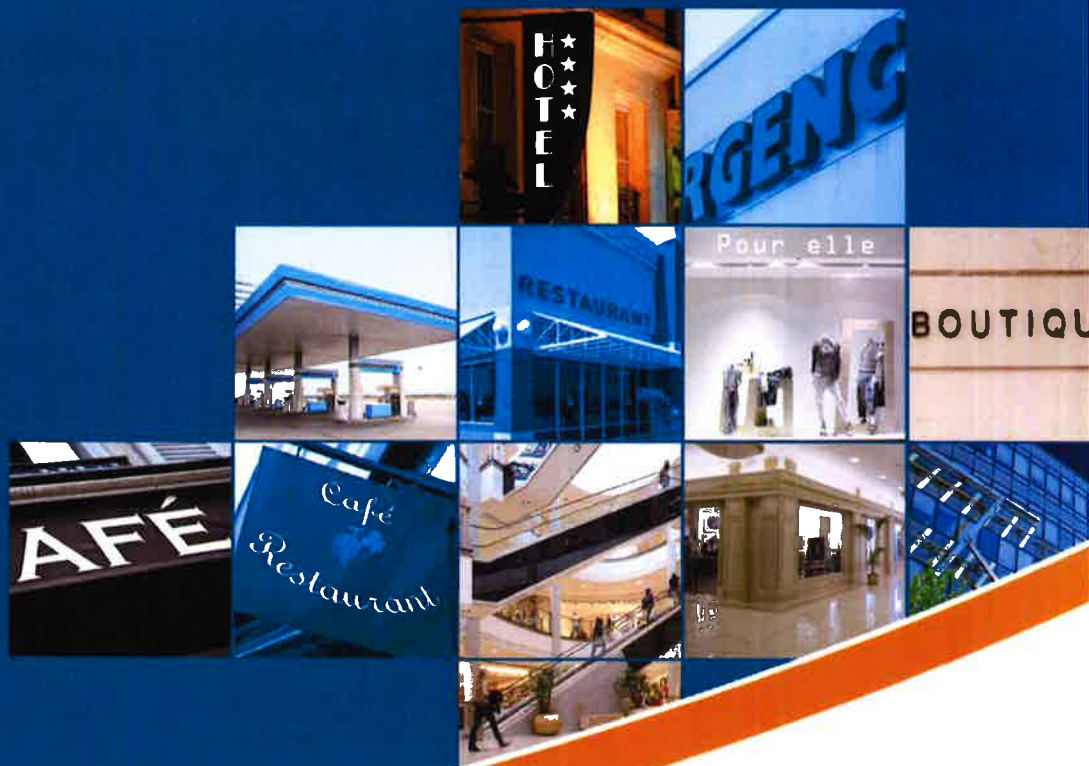


Global compact COPs 2015



SOMMAIRE

1. Lettre d'engagement

2. Rappel des dix principes du Pacte Mondial

3. Droits de l'Homme

4. Droit du travail

5. Environnement

6. Lutte contre la corruption

Annexes

- 1. Charte éthique & développement durable**
- 2. Politique achats durables**
- 3. Compte rendu réunion Délégation Unique du Personnel (Avril 2015)**
- 4. Attestation sur l'honneur 2015**
- 5. Egalité de rémunération entre les hommes et les femmes**
- 6. Discrimination : Interdictions et sanctions**
- 7. Attestation emploi de travailleurs étrangers**
- 8. Extraits des « Petits Bulletins » des mois d'avril et mai 2105**

1. LETTRE D'ENGAGEMENT DU PRESIDENT



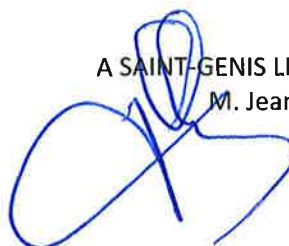
« Par cette lettre, je suis heureux de vous confirmer que la société EMALEC renouvelle son engagement à soutenir les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies concernant les droits de l'Homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous vous exprimons de plus notre volonté de faire progresser ces principes dans notre domaine d'influence et nous nous engageons à les intégrer dans la stratégie de notre entreprise, sa culture commerciale et ses modes opératoires.

Nous nous engageons également à faire une déclaration claire et publique sur ce sujet et à en informer nos collaborateurs, nos partenaires commerciaux et nos clients. Dans notre logique de responsabilité et de transparence, nous rendrons publics les résultats de nos actions en faveur de la bonne application des dix principes du Pacte Mondial grâce à notre Communication sur le Progrès que nous rédigeons chaque année.

Vous trouverez, ci-après, notre Communication sur le Progrès 2015. »

A SAINT-GENIS LES OLLIERES, le 18 mai 2015
M. Jean JULLIEN, Président Emalec



2. RAPPEL DES PRINCIPES DU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIS

N°1 Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme

N°2 Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'Homme

N°3 Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

N°4 Eliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

N°5 Abolir le travail des enfants

N°6 Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

N°7 Appliquer une approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

N°8 Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

N°9 Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

N°10 Lutter contre la corruption sous toutes ses formes

3. DROITS DE L'HOMME

Principe 1 : Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme

La société Emalec s'engage à appliquer les lois, conventions et règlements en vigueur dans le pays où elle intervient. De manière générale, elle adhère aux principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et en particulier des conventions relatives à la protection des travailleurs, à l'interdiction du travail forcé et du travail des enfants. Cet engagement figure dans notre charte éthique et de développement durable (*Annexe 1*).

Principe 2 : Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'Homme

Opérant dans près de 13 pays limitrophes à la France, la société Emalec veille à ce que ces principes fondamentaux soient strictement appliqués par les opérateurs économiques sur lesquels elle s'appuie. Toute relation commerciale est contractualisée et les documents administratifs de nos partenaires sont mis à jour tous les 6 mois.

Un numéro de TVA intracommunautaire est exigé et contrôlé avant toute collaboration.

De plus, une politique d'achats durables (*Annexe 2*) a été mise en place. Celle-ci impose des objectifs concrets auprès de nos 10 plus grands fournisseurs.

4. DROIT DU TRAVAIL

Principe 3 : Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

Comme pour toutes les entreprises françaises de plus de 50 salariés, la société Emalec est dotée d'instances représentatives du personnel, d'un Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail, de Délégués du Personnel et d'un Comité d'Entreprise.

Les Délégués du Personnel sont élus tous les 4 ans comme il est convenu dans le Code du Travail. Ainsi, les collaborateurs Emalec sont libres de se réunir et de négocier collectivement. (*Annexe 3 : Compte rendu de réunion de DP/CHSCT/CE du mois d'avril 2015*)

Principes 4 & 5 : Eliminer toutes les formes de travail forcé ou obligatoire. Abolir le travail des enfants

La société Emalec applique les obligations prévues par le Code du Travail et ce notamment en matière de protection des salariés, d'interdiction du travail forcé ou dissimulé et du travail des enfants.

Notre charte éthique et de développement durable (*Annexe 1*) fait également référence au respect de la légalité ainsi que notre attestation sur l'honneur (*Annexe 4*) adressée tous les 6 mois au client.

Cette attestation sur l'honneur fait partie des documents qui sont revus annuellement et pouvant être modifiés le cas échéant.

Principe 6 : Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

La société Emalec reconnaît à tous ses collaborateurs le droit à une protection égale contre toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'orientation sexuelle qui pourrait avoir pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité des chances.

En prévision des actions à mener d'ici 2016, la conception d'un livret d'accueil où seront présentées les règles en matière d'égalité de rémunération (*Annexe 5*) et de discrimination (*Annexe 6*).

De plus le règlement intérieur de l'entreprise a été revu dans son intégralité en Août 2014.

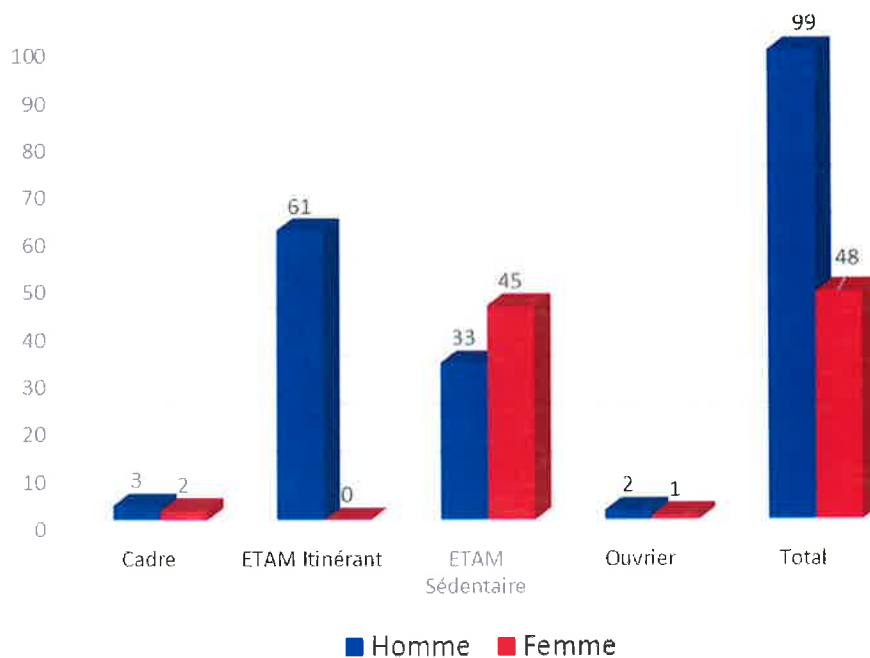
Il rappelle au personnel les dispositions des articles du code du travail et du code pénal en matière de harcèlement, violence et discrimination.

Extrait : « *Article 30 – Respect des libertés individuelles et droit de la défense : Aucun salarié ne peut être sanctionné en raison de son origine, de son sexe, de ses mœurs, de son orientation sexuelle, de son âge, de sa situation de famille ou de sa grossesse, de ses caractéristiques génétiques, de son appartenance ou de sa non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation ou une race, de ses opinions politiques, de ses activités syndicales ou mutualistes, de ses convictions religieuses, de son apparence physique, de son nom de famille ou en raison de son état de santé ou de son handicap.* »

Emalec emploie deux salariés de nationalité étrangère. Tous deux sont déclarés conformément dans les conditions établis par les articles D8254-2 et L5221-2 du code du travail (*Annexe 7*).

Mesure des résultats :

☛ Répartition Homme / Femme au 31/12/2014



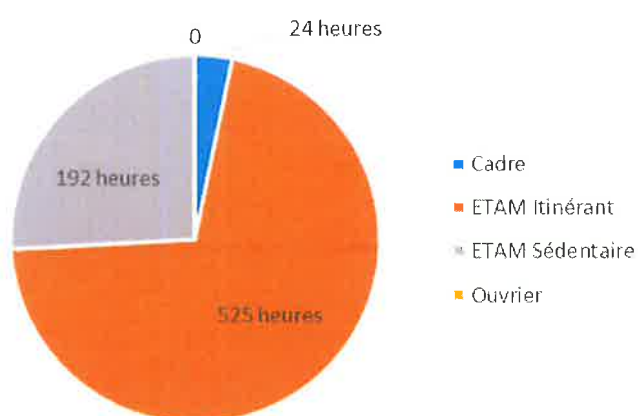
☛ Proportion de collaborateurs seniors et handicapés

Années	Effectif total	Seniors (+ 50 ans)	Proportion de seniors	Handicapés	Proportion d'handicapés
2014	147	18	12%	4	2%

☛ **Temps passé en formation par salarié au 31/12/2014**

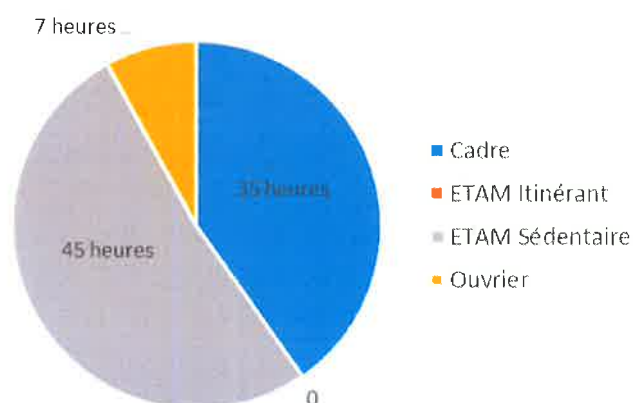


Temps passé en formation pour les Hommes



☛ 41% de l'effectif sont des ETAM itinérant (techniciens)

Temps passé en formation pour les Femmes



5. ENVIRONNEMENT

Principe 7 : Appliquer une approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

Des indicateurs environnementaux sont suivis dans chaque processus :

Processus de Management :

- ↳ « Nombre de thèmes environnement diffusés via le Petit Bulletin »
- ↳ Suivi des consommations de Gaz/d'Electricité/d'Eau/de Carburant/de Frais de téléphone

Processus de Réalisation :

- ↳ « Part des déchets valorisés (déchets valorisés-DIB/déchets total) »
- ↳ « Part des déchets dangereux valorisés (déchets dangereux/déchets total) »
- ↳ Km/Heures travaillées

Processus Support :

- ↳ Part de matériel informatique éco-labellisé

Certains de ces indicateurs sont représentés dans la mesure de résultats pages 10 & 11.

Principe 8 : Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

A travers son journal interne « Le Petit Bulletin », Emalec aborde des thèmes liés à l'environnement pour sensibiliser son personnel (Extraits en *Annexe 8*).

Chaque nouveau collaborateur, dans son parcours d'intégration, suit une formation en interne intitulée « Sensibilisation Qualité Sécurité Environnement ». Pour l'année 2014, 100% des nouveaux collaborateurs ont suivi cette formation.

Sur la gamme de maintenance Extinction Incendie (Déroulement de l'intervention), il est noté que le technicien doit respecter l'environnement, les procédures de recyclages et de dénaturation. Cette gamme de maintenance est signée par le client avant le départ du technicien. Ci-dessous un extrait :

Généralités	Un certificat N4 atteste de la conformité de l'installation d'extincteurs aux prescriptions de la règle R4 de l'APSAD qui définit des exigences de conception, d'installation et de maintenance des installations d'extincteurs portatifs et mobiles. La méthodologie proposée permet de déterminer le type, le nombre et les principes d'implantation des extincteurs. Les moyens d'extinction doivent ensuite faire l'objet d'une vérification annuelle qui se traduit par la remise d'un certificat Q4. Vérifier la présence sur le site du certificat N4. Noté ici sa date et son numéro.
	Prendre connaissance du registre de sécurité. Doit être noté dans ce registre : La date des remplacements, l'année de construction et l'identification des appareils.
	Date du permis de construire : ...
→	Respecter l'environnement, les procédures de recyclage et de dénaturation.

En prévision des actions à mener d'ici 2016, l'annotation sur le bon d'intervention d'une gestion de récupération des déchets après intervention.

Principe 9 : Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

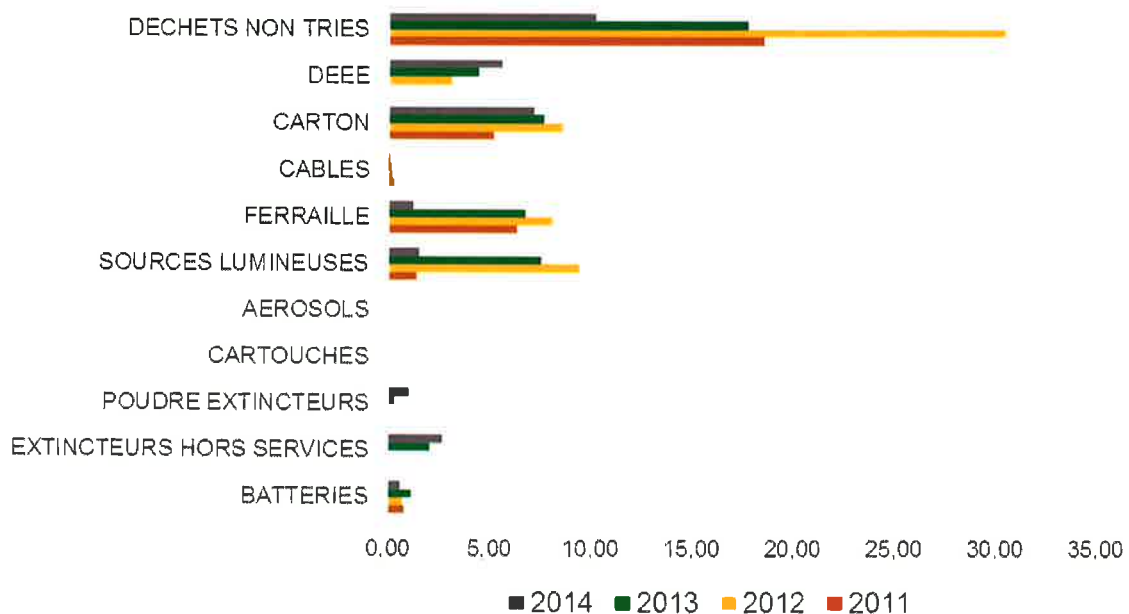
Emalec a débuté des travaux d'extension de son siège social en mai 2015. La responsable QSE est en charge de suggérer des solutions favorisant le développement durable.

Ces travaux dureront 1 an et seront réalisés conformément à la Réglementation thermique 2012.



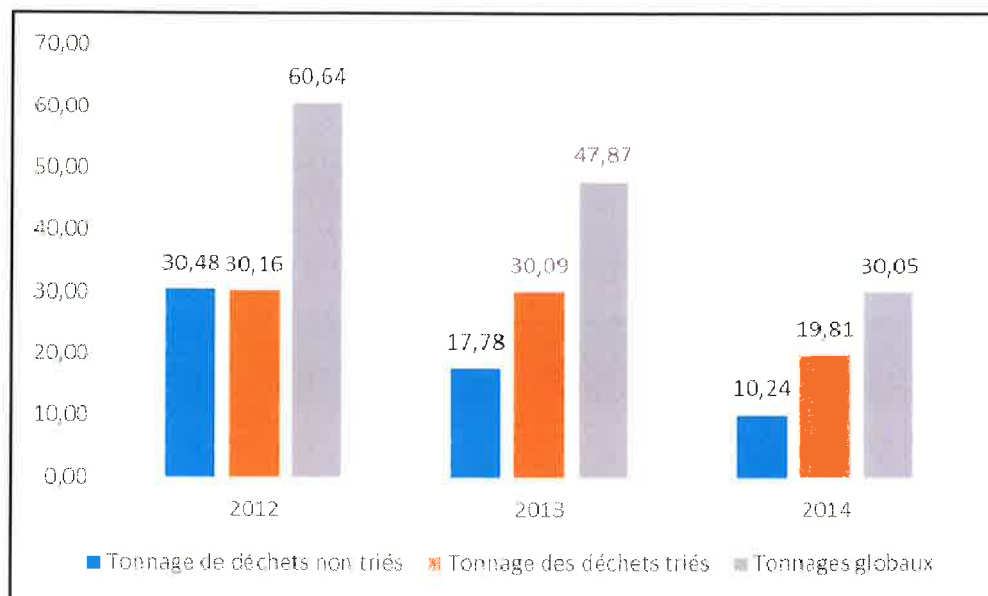
Mesure des résultats :

☛ Suivi des tonnages des déchets depuis 2012



☛ 3 catégories en faible quantité : Cables, Aérosols, Cartouches (tonnage annuel < 0.04).
Constat : baisse des déchets depuis 2014

Part des déchets triés et non triés depuis 2012



Mesure de la consommation d'énergie depuis 2011

Indicateur annuel (Décembre à décembre)	2011	2012	2013	2014
Nombre de personnes au siège (Décembre à décembre)	77	99	93	86
Consommation d'électricité en kWh / personne au siège	266,8	227,7	284	223,6
Consommation d'eau en m3 / personne au siège	3,19	2,48	3,17	2,60
Consommation de gaz en kWh / personne au siège	397,2	249	125	59

4. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

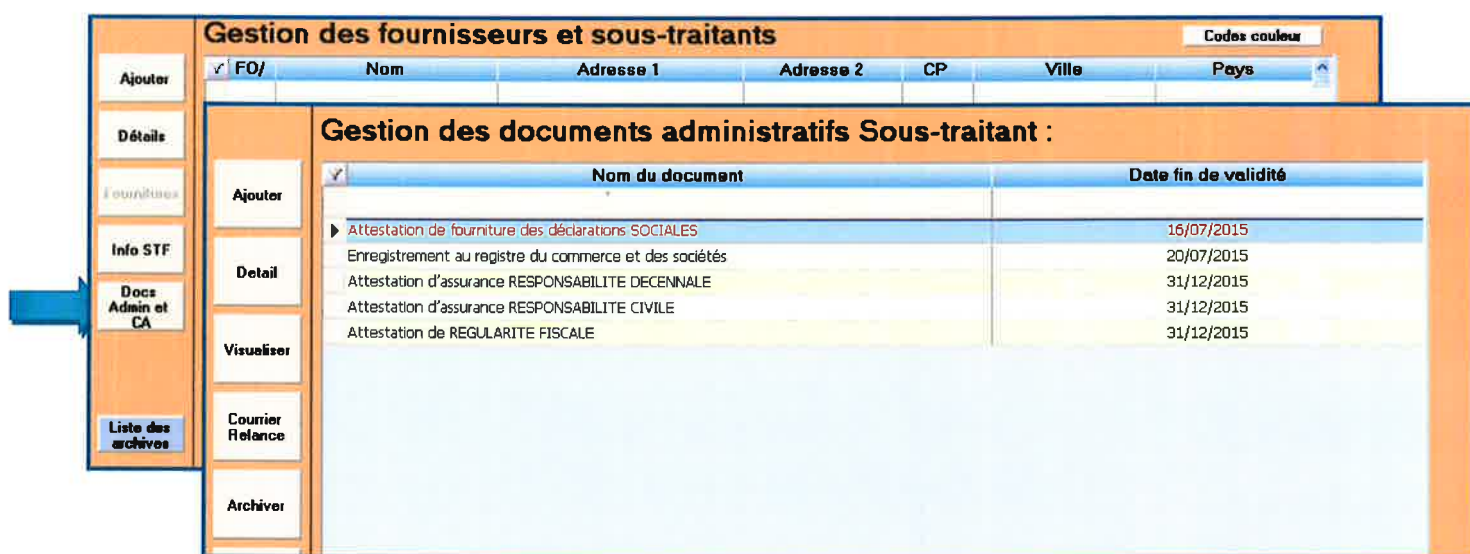
Principe 10 : Lutter contre la corruption sous toutes ses formes.

Notre charte Ethique et de Développement Durable a été revue début d'année 2015 (*Annexe 1*) et à ce jour a été signée par l'ensemble du personnel Emalec.

Extrait : « Agir contre la corruption : Nous sensibilisons notre personnel sur l'engagement anti-corruption. Toutes relations contractuelles doivent être traitées dans le respect de pratiques éthiques. L'extorsion de fonds et toutes sortes de pots-de-vin sont prohibés. A titre exceptionnel et de faible valeur, les cadeaux offerts en tant que simple manifestation de courtoisie pourront être acceptés ».

Nous nous assurons que tous nos partenaires travaillent dans la légalité et aient la même démarche RSE que nous. Pour cela nous avons mis en place une procédure stricte pour la réception des documents administratifs des fournisseurs et sous-traitants. Un mail est envoyé automatiquement à tous nos partenaires deux semaines avant la date d'échéance de ces documents :

- Tous les 6 mois pour l'extrait K-bis et l'Urssaf.
- Tous les ans pour l'attestation fiscales et les attestations d'assurance.



Gestion des fournisseurs et sous-traitants						
✓ FO/	Nom	Adresse 1	Adresse 2	CP	Ville	Pays
Gestion des documents administratifs Sous-traitant :						
✓	Nom du document	Date fin de validité				
▶	Attestation de fourniture des déclarations SOCIALES	16/07/2015				
	Enregistrement au registre du commerce et des sociétés	20/07/2015				
	Attestation d'assurance RESPONSABILITE DECENNALE	31/12/2015				
	Attestation d'assurance RESPONSABILITE CIVILE	31/12/2015				
	Attestation de REGULARITE FISCALE	31/12/2015				

Notre logiciel en interne nous permet de bloquer toute relation avec un éventuel sous-traitant et fournisseur qui n'est pas dans la légalité. Dès qu'une assistante technique souhaite travailler avec l'un d'eux, un message s'affiche en automatique, l'informant que celui-ci n'est pas à jour dans ces documents administratifs.

Annexes

